

Art. 3. L'emprunt est entièrement remboursable au pair le 28 mars 2015.

Art. 4. La négociation du droit au capital et du droit à chacun des paiements d'intérêts des obligations linéaires 8 % — 28 mars 2015 en tant que titres dématérialisés autonomes pourra être autorisée ultérieurement.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 juin 1995.

Ph. MAYSTADT

Art. 3. De lening is volledig terugbetaalbaar tegen pari op 28 maart 2015.

Art. 4. De verhandeling van het recht op kapitaal en het recht op iedere interestbetaling van lineaire obligaties 8 % — 28 maart 2015 als zelfstandige gedematerialiseerde effecten kan later gemachtigd worden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 juni 1995.

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 1714

[Mac — 12347]

19 JUIN 1995. — Arrêté ministériel
relatif à l'information des conseils d'entreprise
en matière d'emploi (1)

Le Ministre des Affaires économiques,
Le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, notamment l'article 15, alinéa 1er, k), et alinéa 2, y inséré par la loi du 30 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1995 relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi, notamment l'article 6.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989,

Vu l'urgence;

Considérant que les travailleurs et leurs représentants doivent être informés d'urgence des conséquences des mesures prises en matière d'emploi qui ont été appliquées depuis 1994.

Arrêtent :

Article 1er. L'information sur l'emploi qui doit être donnée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1995 relatif à l'information des conseils d'entreprise en matière d'emploi doit se faire par la communication d'une fiche conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1995.

Bruxelles, le 19 juin 1995.

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. SMET

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 20 septembre 1948, *Moniteur belge* des 27 et 28 septembre 1948.

Loi du 30 mars 1994, *Moniteur belge* du 31 mars 1994.

Arrêté royal du 7 avril 1995, *Moniteur belge* du 28 avril 1995.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 1714

[Mac — 12347]

19 JUNI 1995. — Ministerieel besluit
betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden
inzake tewerkstelling (1)

De Minister van Economische Zaken,
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Gelet op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, inzonderheid op artikel 15, eerste lid, k), en tweede lid, ingevoegd door de wet van 30 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1995 betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling, inzonderheid op artikel 6.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid.

Overwegende dat de werknemers en hun vertegenwoordigers dringend moeten worden op de hoogte gebracht van de gevolgen van de inzake tewerkstelling genomen maatregelen die werden toegepast sinds 1994.

Resluiten :

Artikel 1. De voorlichting inzake de tewerkstelling die moet worden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 april 1995 betreffende de voorlichting van de ondernemingsraden inzake tewerkstelling, moet gebeuren door middel van een steekkaart die overeenstemt met het model opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1995.

Brussel, 19 juni 1995.

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. SMET

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 20 september 1948, *Belgisch Staatsblad* van 27 en 28 september 1948.

Wet van 30 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1994.

Koninklijk besluit van 7 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 28 april 1995.

Annexe à l'arrêté ministériel du 19 juin 1995

Fiche statistique (1)

Nom de l'entreprise:			
Numéro O.N.S.S.:			
Information concernant l'usage des mesures en faveur de l'emploi ... Trimestre 199. / ... Semestre 199. (1)			
Mesures (2)	Nombre de travailleurs concernés		Avantage financier (3)
	Nombre (4)	ETP (4)	
1. Réductions de cotisations O.N.S.S.			
1.1. Plan d'entreprise	(5)	(6)	(7)
1.2. Plan d'embauche des jeunes	(5)	(6)	(8)
1.3. Bas salaires	(5)	(6)	(9)
1.4. Accords pour l'emploi 1995-96	(5)	(6)	(10)
1.5. Plan d'embauche de chômeurs de longue durée	(5)	(6)	(11)
Sous-total			
2. Emplois-tremplin	(12)	(6)	(13)
3. Contrats successifs à durée déterminée	(14)	(6)	XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX
Total des avantages financiers			
Coût salarial total de l'entreprise			(15)

(1) Fiche statistique à transmettre trimestriellement, par le chef d'entreprise ou son délégué, au Conseil d'entreprise, au moment où sont données les informations visées à l'article 15, b), 1° de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (arrêté royal du 27 novembre 1973, article 24).

A défaut de conseil d'entreprise, les informations sont données à la délégation syndicale, dans les mêmes délais.

A défaut de délégation syndicale, les informations sont données semestriellement aux travailleurs, par voie d'affichage au même endroit que l'avis visé à l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

(2) Mesures faisant l'objet d'une information :

— plans d'entreprise : plans de redistribution du travail donnant droit à une réduction de cotisations sociales de 37 500 francs par trimestre pour chaque travailleur supplémentaire embauché (articles 23 à 41 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays);

— plan d'embauche des jeunes (loi du 23 juillet 1993) donnant droit à une réduction de cotisations sociales - de 25 %, 50 %, 75 % ou 100 % - pour l'embauche, entre le 1^{er} août 1993 et le 31 décembre 1994, de jeunes de moins de 26 ans comptant au moins 6 mois de chômage;

— bas salaires: réduction de cotisations sociales relative aux travailleurs dont le revenu est inférieur à 2 397 frs/jour ou 316 frs/heure (réduction de 50 %, 35 %, 20 % ou 10 % des cotisations sociales patronales, selon le niveau de salaire);

— accords pour l'emploi 1995-96 donnant droit à une réduction de cotisations sociales de maximum 37 500 francs par trimestre pour chaque travailleur supplémentaire embauché (Titre I de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi);

— plan d'embauche des chômeurs de longue durée : plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi (articles 60 à 66 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses) donnant droit à une réduction de cotisations sociales patronales - de 50 %, 75 % ou 100 % - pour l'embauche, entre le 1^{er} janvier 1995 et le 31 décembre 1996, de demandeurs d'emploi depuis au moins un an;

— emplois-tremplin : modalités d'embauche de travailleurs de moins de 30 ans et comptant maximum 6 mois d'activité professionnelle antérieure (articles 19 à 22 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays);

— contrats successifs à durée déterminée : possibilité temporaire, du 1^{er} avril 1994 au 31 décembre 1997, de prolonger un contrat à durée déterminée par un autre contrat de même type (article 10bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, introduit par l'article 135 de la loi du 30 mars 1994);

cette possibilité ne donne pas lieu à avantage financier.

(3) Avantage financier : ces informations ne peuvent donner lieu à individualisation. Dans le cas où un seul travailleur est concerné, il n'y a pas lieu d'indiquer le montant de l'avantage financier, sauf s'il s'agit d'un avantage forfaitaire (plan d'entreprise ou accord pour l'emploi).

(4) Nombre de travailleurs concernés par les mesures et leur traduction en E.T.P. : les dispositions relatives aux emplois-tremplin ou au renouvellement de contrats à durée déterminée peuvent éventuellement être cumulées, dans le chef d'un même travailleur, avec des mesures donnant lieu à certaines réductions de cotisations sociales. De ce fait, il n'y a pas lieu d'additionner le nombre de travailleurs concernés par ces divers types de mesures.

(5) Nombre de travailleurs concernés par la mesure, selon la déclaration O.N.S.S.

(6) Equivalents temps-plein (E.T.P.) : volume de travail ramené en équivalents temps-plein, à calculer pour les travailleurs à temps partiel sur la base du nombre total d'heures prestées (comme mentionné dans la déclaration O.N.S.S.), rapporté à la durée normale de travail (travailleur de référence).

(7) Voir rubrique N, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S.

(8) Voir rubriques S et T, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S. :

— reprendre le montant éventuel de réduction de cotisations personnelles (rubrique S);
— y ajouter les réductions de cotisations patronales (rubrique T) relatives aux travailleurs repris sous le code J6 ou J9 dans les relevés du personnel (colonne 13a, relevés A, B et Sp) : rémunérations portées en compte dans la colonne 13b des relevés, pondérées par les coefficients qui s'y rapportent (rubrique T).

(9) Voir rubrique O, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S.

(10) Voir rubrique P, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S. à partir du 2ème trimestre de l'année 1995.

(11) Voir rubrique T, cadre comptable, partie II (déductions de cotisations) de la déclaration O.N.S.S. : part des réductions de cotisations patronales (rubrique T) relatives aux travailleurs repris sous le code B1 ou B2 dans les relevés du personnel (colonne 13a, relevés A, B et Sp) : rémunérations portées en compte dans la colonne 13b des relevés, pondérées par les coefficients qui s'y rapportent (rubrique T).

(12) Nombre de travailleurs concernés par la mesure (au cours du trimestre).

(13) Avantage financier des "emplois-tremplin" correspondant à 10 % de la rémunération normale, soit 11,11 % du montant du salaire brut effectif majoré des cotisations patronales qui s'y rapportent.

(14) Nombre de travailleurs dont le contrat de travail à durée déterminée a été renouvelé et dont le nouveau contrat à durée déterminée a pris cours pendant la période de référence (trimestre ou semestre).

(15) Coût salarial total de l'entreprise : comprend le total des rémunérations brutes augmenté de l'ensemble des cotisations sociales patronales relatives à ces rémunérations et diminué du montant des déductions de cotisations autorisées; ce montant peut être calculé sur la base de la déclaration O.N.S.S. (cadre comptable, récapitulatif et partie I - cotisations dues), comme suit :

Total des rémunérations brutes (à 100 %, y compris pour les ouvriers)
+ total des cotisations à payer (cadre récapitulatif - rubrique V-W)
— montant des cotisations spéciales pour la sécurité sociale (Partie I - cadre 9)
— montant des cotisations spéciales sur la pré-pension conventionnelle (Partie I - cadre 11)
— montant des autres cotisations personnelles (partie I - cadres 1 et 2), à calculer comme suit :
14,12 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 010, 011, 012, 013, 014, 015, 023, 024, 025, 028, 029 et 045 (travailleurs manuels - général)
6,02 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 022, 026 et 027 (travailleurs manuels - élèves et stagiaires)
13,07 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 484, 485, 488, 489, 491, 492, 493, 495 et 496 (travailleurs intellectuels - général)
5,57 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants aux codes 482, 486 et 487 (travailleurs intellectuels - élèves et stagiaires)
3,55 % des rémunérations relatives aux travailleurs correspondants au code 675 (travailleurs uniquement soumis à l'assurance soins de santé)
13,07 % du double pécule de vacances versé aux travailleurs correspondants aux codes 439, 482, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 491, 492, 493, 495 et 496 (ensemble des travailleurs intellectuels).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 juin 1995.

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Bijlage bij het ministerieel besluit van 19 juni 1995

Statistische steekkaart (1)

Naam van de onderneming:			
R.S.Z. nummer:			
Voorlichting m.b.t. het gebruik van de tewerkstellingsmaatregelen ... Trimester 199. / ... Semester 199. (1)			
Maatregelen (2)	Aantal betrokken werknemers		Financieel voordeel (3)
	Aantal (4)	VTE (4)	
1. Verminderingen R.S.Z.-bijdragen			
1.1. Bedrijfsplan	(5)	(6)	(7)
1.2. Jongerenbanenplan	(5)	(6)	(8)
1.3. Lage lonen	(5)	(6)	(9)
1.4. Tewerkstellingsakkoorden 1995-96	(5)	(6)	(10)
1.5. Banenplan voor langdurige werklozen	(5)	(6)	(11)
Sub-totaal			
2. Ingroeibanen	(12)	(6)	(13)
3. Opeenvolgende overeenkomsten voor bepaalde tijd	(14)	(6)	XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX
- Totaal financiële voordelen			
TOTALE LOONKOST VAN HET BEDRIJF			(15)

(1) Statistische steekkaart : moet door het ondernemingshoofd of zijn afgevaardigde driemaandelijkse overgemaakt worden aan de ondernemingsraad op het ogenblik dat de inlichtingen bedoeld in artikel 15, b), 1^o van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven worden verstrekt (koninklijk besluit van 27 november 1973, artikel 24).

Bij gebrek aan ondernemingsraad worden de inlichtingen binnen dezelfde termijnen aan de vakbondsafvaardiging verstrekt.

Bij gebrek aan vakbondsafvaardiging worden de inlichtingen zesmaandelijkse aan de werknemers verstrekt via aanplakking op de zelfde plaats als het bericht bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

(2) Maatregelen waarover informatie verstrekt wordt :

— bedrijfsplannen : plannen tot herverdeling van de arbeid die recht geven op een vermindering van de sociale bijdragen van 37 500 fr. per trimester voor elke bijkomende aangeworven werknemer (artikelen 23 tot 41 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen);

— jongerenbanenplan (wet van 23 juli 1993) geeft recht op een vermindering van de sociale bijdragen - van 25 %, 50 %, 75 % of 100 % - voor de tewerkstelling, tussen 1 augustus 1993 en 31 december 1994, van -26 jarige jongeren met minstens 6 maanden werkloosheid;

— lage lonen : vermindering van de sociale bijdragen m.b.t. de werknemers wiens inkomen onder 2397 fr./dag ligt of 316 fr./uur (vermindering van 50 %, 35 %, 20 % of 10 % van de patronale sociale bijdragen, volgens het loonniveau);

— tewerkstellingsakkoorden 1995-96 : geven recht op een vermindering van sociale bijdragen van maximum 37.500 fr./trimester voor elke bijkomende aangeworven werknemer (Titel I van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling);

— banenplan voor langdurige werklozen : banenplan ter bevordering van de aanwerving van werkzoekenden (artikelen 60 tot 66 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen) dat recht geeft op een vermindering van de patronale sociale bijdragen - van 50 %, 75 % of 100 % - voor de tewerkstelling, tussen 1 januari 1995 en 31 december 1996, van werkzoekenden sedert minimum 1 jaar;

— ingroeibanen : modaliteiten voor de aanwerving van -30 jarige werknemers met maximum 6 maanden voorafgaande beroepsactiviteiten (artikelen 19 tot 22 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen);

— opeenvolgende overeenkomsten voor bepaalde tijd : tijdelijke mogelijkheid, van 1 april 1994 tot 31 december 1997, om een overeenkomst voor bepaalde tijd door een nieuwe overeenkomst voor bepaalde tijd te laten volgen (artikel 10bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ingevoegd door artikel 135 van de wet van 30 maart 1994);

deze mogelijkheid geeft geen aanleiding tot een financieel voordeel.

(3) Financieel voordeel : deze inlichtingen mogen geen aanleiding geven tot individualisering. In het geval waar één enkel werknemer betrokken wordt is het niet nodig het bedrag van het financieel voordeel op te geven, behalve als het over een forfaitair voordeel gaat (bedrijfsplan of tewerkstellingsakkoord).

(4) Aantal door de maatregelen betrokken werknemers en de vertaling ervan in V.T.E. : de bepalingen m.b.t. de ingroeibanen of de verlenging van overeenkomsten voor bepaalde tijd mogen eventueel gecumuleerd worden, in hoofde van eenzelfde werknemer, met maatregelen die tot bepaalde verminderingen van sociale bijdragen aanleiding geven. Op deze manier is het niet nodig het aantal werknemers op te tellen waarop deze verschillende soorten maatregelen van toepassing zijn.

(5) Aantal werknemers waarop de maatregel van toepassing is, volgens de RSZ-aangifte.

(6) Voltijds Tewerkgestelde Equivalenten (V.T.E.) : arbeidsvolume teruggebracht tot voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het totaal aantal gepresteerde uren (zoals vermeld op de RSZ-aangifte), gerelateerd t.o.v. de normale arbeidsduur (referentiewerknemer).

(7) Zie rubriek N, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de RSZ-aangifte.

(8) Zie rubrieken S en T, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de RSZ-aangifte :

— het eventuele bedrag van de vermindering van de persoonlijke bijdragen hernemen (rubriek S);
— de verminderingen van de patronale bijdragen (rubriek T) eraan toevoegen betreffende de werknemers die in de personeelsoverzichten onder code J6 of J9 ingeschreven worden (kolom 13a, overzichten A, B en Sp); lonen die meegeteld worden in kolom 13b van de overzichten en die in balans gehouden worden door de coëfficiënten die erop betrekking hebben (rubriek T).

(9) Zie rubriek O, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de RSZ-aangifte, vanaf het tweede kwartaal van het jaar 1995.

(10) Zie rubriek P, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de RSZ-aangifte.

(11) Zie rubriek T, boekhoudraam, deel II (verminderingen van bijdragen) van de RSZ-aangifte: deel van de verminderingen van patronale bijdragen (rubriek T) betreffende de werknemers die in de personeelsoverzichten onder code B1 of B2 ingeschreven worden (kolom 13a, overzichten A, B en Sp) : lonen die meegeteld worden in kolom 13b van de overzichten en die in balans gehouden worden door de coëfficiënten die erop betrekking hebben (rubriek T).

(12) Aantal werknemers waarop de maatregel van toepassing is (in de loop van het trimester)

(13) Financieel voordeel van de "ingroeibanen" dat met 10 % van het normale loon overeenstemt, d.i. 11,11 % van het bedrag van het effectieve brutoloon, verhoogd met de patronale bijdragen die erop betrekking hebben.

(14) Aantal werknemers wiens arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd verlengd werd en wiens nieuwe overeenkomst voor bepaalde tijd gedurende de referentieperiode van start is gegaan (trimester of semester)

(15) Totale loonkost van het bedrijf : behelst het totaal van de brutolonen vermeerderd met het geheel van de patronale sociale bijdragen m.b.t. deze lonen, en verminderd met het bedrag van de toegestane verminderingen van bijdragen; dit bedrag kan op basis van de RSZ-aangifte berekend worden (boekhoudraam, samenvattend deel en deel I - verschuldigde bijdragen), zoals volgt :

Totaal brutolonen (aan 100 %, inbegrepen voor de arbeiders)
+ totaal verschuldigde bijdragen (samenvattend raam - rubriek V-W)
— bedrag van de speciale bijdragen voor de sociale zekerheid (Deel I - raam 9)
— bedrag van de speciale bijdragen op het conventioneel brugpensioen (Deel I - raam 11)
— bedrag van de andere persoonlijke bijdragen (Deel I - ramen 1 en 2), te berekenen als volgt:
14,12 % van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 010, 011, 012, 013, 014, 015, 023, 024, 025, 028, 029 en 045 (handarbeiders - algemeen)
6,02 % van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 022, 026 en 027 (handarbeiders - leerlingen en stagiairs)
13,07 % van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 484, 485, 488, 489, 491, 492, 493, 495 en 496 (intellectuele arbeiders - algemeen)
5,57 % van de lonen m.b.t. de werknemers onder codes 482, 486 en 487 (intellectuele arbeiders-leerlingen en stagiairs)
3,55 % van de lonen m.b.t. de werknemers onder code 675 (werknemers slechts onderworpen aan de verzekering gezondheidszorgen)
13,07 % van het dubbel vakantiegeld gestort aan de werknemers onder codes 439, 482, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 491, 492, 493, 495 en 496 (geheel van de intellectuele arbeiders).

Gezien om goedgevuld te worden bij Ons Besluit van 19 juni 1995.

De Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET